

Administration du Siège

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Procédure adaptée

Travaux de second-œuvre

Règlement de la consultation (R.C)

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES PLIS

Le vendredi 13 mars 2026 – 12H00

(UTC+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Inserm
Administration du Siège - Pôle Finances
101 rue de Tolbiac
75 654 Paris Cedex 13.

Table des matières

| | | |
|----------------|---|----|
| ARTICLE 1 - | OBJET DE LA CONSULTATION | 3 |
| ARTICLE 2 - | NATURE DE LA CONSULTATION..... | 3 |
| ARTICLE 3 - | FORME DU MARCHE..... | 3 |
| ARTICLE 4 - | ALLOTISSEMENT | 4 |
| ARTICLE 5 - | DUREE DU MARCHE..... | 4 |
| ARTICLE 6 - | VARIANTES..... | 4 |
| ARTICLE 7 - | CONDITIONS FINANCIERES | 4 |
| ARTICLE 8 - | GROUPEMENTS | 5 |
| ARTICLE 9 - | MODIFICATIONS AU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES..... | 6 |
| ARTICLE 10 - | QUESTIONS – REPONSES | 6 |
| ARTICLE 11 - | MISE A DISPOSITION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION | 6 |
| ARTICLE 12 - | PRESENTATION DES PLIS..... | 7 |
| ARTICLE 12.1 | CONDITIONS DE PRESENTATION DES PLIS..... | 7 |
| Article 12.1.1 | <i>Transmission des plis</i> | 7 |
| Article 12.1.2 | <i>Signature des documents</i> | 7 |
| Article 12.1.3 | <i>Virus</i> | 8 |
| ARTICLE 12.2 | DATE LIMITE DE RECEPTION | 8 |
| ARTICLE 12.3 | DELAI DE VALIDITE DES OFFRES..... | 8 |
| ARTICLE 12.4 | PIECES A PRODUIRE..... | 8 |
| Article 12.4.1 | <i>Pièces relatives à la candidature</i> | 9 |
| Article 12.4.2 | <i>Pièces relatives à l'offre</i> | 10 |
| ARTICLE 13 - | MODALITES ET CRITERES DE SELECTION..... | 11 |
| ARTICLE 13.1 | SELECTION DES CANDIDATURES | 11 |
| ARTICLE 13.2 | SELECTION DES OFFRES..... | 11 |
| ARTICLE 14 - | NEGOCIATION | 12 |
| ARTICLE 15 - | DELAIS PROCEDURAUX ET CONTENTIEUX | 12 |
| ARTICLE 15.1 | REJET DES OFFRES ET NOTIFICATION..... | 12 |
| ARTICLE 15.2 | DELAIS ET VOIES DE RECOURS | 12 |

Article 1 - Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet un ensemble de prestations pour la réalisation d'opérations de travaux d'entretien, de réparation et de réaménagement de bâtiments.

Il couvre les travaux :

- D'entretien, de réparation, d'amélioration, de mise en conformité ou de maintien en l'état des bâtiments et des installations techniques intérieures et extérieures ;
- D'adaptation, d'aménagement courant de réaménagement, de restructuration, de réhabilitation et de réutilisation des bâtiments et des installations techniques intérieures et extérieures ;
- Afférents au maintien de la sécurité des personnes et des biens.

Les opérations de travaux prévues au présent accord-cadre sont, exclues du champ d'application des articles L. 2410-1 à L. 2432-2 et R. 2412-1 à R. 2432-7 du Code de la commande publique relatifs à la maîtrise d'ouvrage publique.

Les nomenclatures achats pertinentes concernant cette consultation sont :

- CPV :
 - o 45262700 – Travaux de transformation de bâtiments
- Nomenclature NACRES :
 - o BE.09 – Autres travaux d'aménagement des bâtiments

Article 2 - Nature de la consultation

Le présent marché est un marché de travaux passé en procédure adaptée en application des dispositions de l'article R. 2123-1 du Code de la commande publique.

Article 3 - Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire, passé en procédure adaptée, qui s'exécute par l'émission de bons de commande, dans les conditions des R. 2123-1 et R. 2162-1 à R. 2162-6 du Code de la commande publique.

Il est conclu sans montant minimum et avec un **montant total maximum de 5.403.999 € HT** pour toute sa durée d'exécution réparti comme suit :

- **Lot 1** : Plâtrerie – cloisonnement – faux plafonds : **1 303 999 € HT** ;
- **Lot 2** : Peintures – sols souples – carrelage – faïence : **2 100 000 € HT** ;
- **Lot 3** : Electricité – courants forts – courants faibles : **2 000 000 € HT**.

Les bons de commande seront conclus au fur et à mesure des besoins de l'Inserm sur la base de l'accord-cadre.

Article 4 - Allotissement

Le présent marché est alloti en application des dispositions des articles L. 2113-10 et R. 2113-1 du Code de la commande publique en 3 lots comme suit :

| Lot | Objet | Montant maximal de chaque lot |
|-----|---|-------------------------------|
| 1 | Plâtrerie – cloisonnement – faux plafonds | 1.303.999 € HT |
| 2 | Peintures – sols souples – carrelage – faïence | 2.100.000 € HT |
| 3 | Electricité – courants forts – courants faibles | 2.000.000 € HT |

Les candidats peuvent soumissionner à un ou plusieurs lots. L'analyse se fera lot par lot. Les candidats devront remplir un acte d'engagement par lot, chaque lot donnant lieu à la signature d'un marché.

Article 5 - Durée du marché

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée ferme de douze (12) mois.

Il est reconductible trois (3) fois pour des durées successives de douze (12) mois, sans que sa durée ne puisse excéder quarante-huit (48) mois.

La reconduction est tacite. Le titulaire ne peut refuser une reconduction ou une non-reconduction.

En cas de refus de l'Inserm de reconduire le marché, la personne responsable du marché se prononce au plus tard un (1) mois avant la fin de la durée de validité du marché. La décision de non-reconduction est notifiée au titulaire par email avec accusé de réception ou par lettre recommandée.

La décision de reconduction ou non reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à la date d'expiration du marché. Leur durée d'exécution ne saurait excéder trois (3) mois après cette date.

Article 6 - Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de ce marché.

Article 7 - Conditions financières

Le marché est financé sur les ressources financières de l'Inserm.

Les sommes dues sont mises en paiement dans un délai global maximal de trente (30) jours à compter de la réception de la facture par l'Inserm.

Article 8 - Grounements

En application des exigences des articles R. 2142-19 à R. 2142-20 du Code de la commande publique, les candidats peuvent présenter leur candidature et leur offre sous forme de groupement :

- soit conjoint [lorsque chaque membre du groupement s'engage à exécuter la (ou les) prestation(s) susceptible(s) de lui être confiée(s) dans le marché]. L'acte d'engagement est alors un document unique qui indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.
- soit solidaire (lorsque chaque membre du groupement est engagé pour la totalité du marché). L'acte d'engagement est alors un document unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que chacun des membres du groupement s'engage solidairement à réaliser.

Dans les deux formes de groupement, l'un des membres, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis à vis de la personne responsable du marché et en coordonne les prestations.

Les candidatures et les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché.

L'entreprise mandataire pour un groupement ne peut être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution du marché.

Le choix entre l'une ou l'autre des formes de groupement est laissé libre par l'acheteur.

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter plusieurs offres pour l'ensemble du marché :

- en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un groupement ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des offres et la date de signature du marché.

Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du pouvoir

adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants. Le pouvoir adjudicateur se prononce sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation.

Article 9 - Modifications au dossier de consultation des entreprises

Le pouvoir adjudicateur peut apporter des modifications de détail aux documents de la consultation au plus tard **six (6) jours avant la date limite de remise des offres**. Ces modifications ne sont alors communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Les candidats répondent sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Aucune modification ne peut être apportée au dossier de consultation des entreprises (DCE) par les candidats.

Article 10 - Questions – Réponses

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires. Pour ce faire, la seule voie autorisée est le portail de dématérialisation PLACE (Plate-forme des achats de l'Etat).

Les candidats peuvent transmettre leur **demande au plus tard sept (7) jours ouvrés avant la date de remise des offres** indiquée sur la page de garde du présent document.

Les réponses aux questions sont envoyées à l'ensemble des personnes s'étant identifiées lors du téléchargement des documents, dans les meilleurs délais, et au plus tard cinq (5) jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

Toute demande sera considérée comme irrecevable dès lors qu'elle sera formulée verbalement ou réceptionnée après le délai ainsi fixé.

Aucune réponse ne sera donnée oralement.

Article 11 - Mise à disposition des documents de la consultation

Le dossier de consultation des entreprises remis aux candidats comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) commun pour tous les lots ;
- L'acte d'engagement (AE) pour chaque lot ;
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) pour chaque lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots ;
- Le cadre de réponse technique (CRT) correspondant à chaque lot.

Article 12 - Présentation des plis

Article 12.1 Conditions de présentation des plis

Les offres doivent être rédigées en **langue française** conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994.

Article 12.1.1 Transmission des plis

En application des articles R. 2132-7 et suivants du Code de la commande publique, la transmission des candidatures et des offres **s'effectue par voie électronique**, selon les modalités définies, sur la plateforme de dématérialisation de l'Etat PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), dont l'accès est gratuit.

Aucun autre mode de transmission n'est autorisé.

En application de l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique, le candidat qui transmet son offre via le portail électronique peut, s'il le désire, remettre en mains propres ou envoyer une copie de sauvegarde à l'adresse suivant : Inserm – Administration du Siège - Pôle Finances - Bureau 412

101 rue de Tolbiac, 75654 Paris Cedex 13

Tout retard dans l'arrivée de la copie de sauvegarde dû à la défaillance d'un transporteur ne saurait engager la responsabilité de l'Inserm mais du seul transporteur.

Cette copie de sauvegarde doit respecter les modalités de présentation des candidatures et des offres et parvenir à l'adresse indiquée avant la date et l'heure mentionnées à l'article 12.2 du présent règlement.

L'envoi des documents sur une boîte mail d'un contact Inserm indiqué dans les documents de la consultation n'est pas autorisé.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les plis transmis par voie dématérialisée sont horodatés. Tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt susmentionnées sera considéré comme remis hors délais. Il ne sera pas ouvert et déclaré irrecevable.

Les formats compatibles avec le système informatique de l'Inserm sont les suivants :

.docx, .xlsx, .pptx, .pdf.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de fichiers : exécutables « exe », contenant des macros.

Article 12.1.2 Signature des documents

La signature électronique des candidatures et des offres est possible mais pas obligatoire conformément à l'article R. 2182-3 du Code de la commande publique.

La signature électronique des candidatures et des offres doit se faire via l'utilisation de certificats électroniques valides (non expirés et non révoqués) délivrés par une autorité de certification reconnue (<http://www.lsti-certification.fr>).

Le certificat de signature utilisé pour signer la lettre de candidature et l'acte d'engagement du marché doit être conforme au Référentiel Général de Sécurité (RGS) disponible par voie électronique sur le site internet de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (www.ssi.gouv.fr/rgs) et à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Le candidat qui utilise un certificat de signature électronique non référencé sur une liste de confiance s'assure par lui-même que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité défini par le RGS, et en fournit les justificatifs dans sa réponse.

Attention, l'obtention d'un certificat de signature électronique peut prendre plusieurs jours.

La signature électronique des candidatures et des offres des groupements d'entreprises revient au mandataire qui, bénéficiant des habilitations nécessaires, signe seul l'offre au nom du groupement. Il assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Article 12.1.3 Virus

Les candidats s'assurent avant l'envoi de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre doit préalablement être traité par un anti-virus

Si un virus était détecté, la copie de sauvegarde transmise le cas échéant sera ouverte. En cas d'absence de copie de sauvegarde ou lorsque cette même copie de sauvegarde transmise sur support physique électronique contient un virus, le pli est considéré comme n'ayant jamais été reçu, et le candidat en est averti.

Article 12.2 Date limite de réception

La date limite de réception des candidatures et des offres correspond à la date mentionnée sur la page de garde du présent document.

Toute offre reçue après ce délai ne saurait être examinée.

Article 12.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de cent-vingt (120) jours à compter de la date limite fixée pour leur réception.

Article 12.4 Pièces à produire

Excepté les documents adressés par voie dématérialisée et revêtus d'une signature électronique, tous les documents à signer doivent comporter le nom, la qualité de la personne habilitée à engager la société et le cachet commercial.

Les candidats concernés par l'une des situations énoncées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique, sont, conformément aux dispositions dudit article, exclus de la présente procédure de passation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'exclure de la présente procédure de passation, les candidats concernés par l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique.

Article 12.4.1 Pièces relatives à la candidature

Pour présenter sa candidature, le candidat doit présenter les pièces suivantes :

- Une lettre de candidature établie à partir du formulaire DC1 ;
- Une déclaration du candidat établie à partir du formulaire DC2.

Pour information, les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, tous les documents mentionnés ci-dessus doivent être fournis par chaque membre du groupement ou par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Conformément à l'article R. 2343-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Informations requises dans le dossier de candidature :

Les informations présentées dans le dossier de candidature doivent permettre à l'établissement d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat dans le domaine concerné par le marché.

Le dossier de candidature doit contenir au minimum les informations suivantes :

- Une déclaration du candidat concernant **le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité** faisant l'objet du marché, portant au maximum **sur les trois (3) derniers exercices** disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité du candidat, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Une déclaration indiquant les **effectifs moyens annuels** du candidat et **l'importance du personnel d'encadrement** pour chacune des **trois (3) dernières années** ;
- Une liste des **principaux travaux effectués au cours des cinq (5) dernières années** en indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé par des attestations de bonne exécution.

Les opérateurs économiques ayant moins de trois ans d'existence prouveront, par tout moyen, qu'elles possèdent les capacités professionnelles, techniques et financières requises.

Pièces à produire par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

Le candidat pourra s'il le souhaite, transmettre ces documents avec les pièces constitutives du dossier de candidature, sans que leur absence au stade de la candidature soit éliminatoire.

Le candidat retenu à l'issue de la présente procédure devra fournir en plus des documents du marché, dans le délai qui lui sera imparti par la personne responsable du marché :

1. Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (articles R. 2143-7 à R. 2143-9 du Code de la commande publique) ;
2. Si le candidat ou un membre du groupement est en redressement judiciaire, il est tenu de fournir la copie du ou des jugements prononcés à cet effet et d'apporter la preuve que l'autorisation de poursuite de son activité couvre la période correspondant à la durée du présent marché ;
3. Les documents énumérés à l'article D8222-5 ou D. 8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail ;
4. Un extrait K.Bis où un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
5. Les attestations d'assurances en responsabilité civile, d'exploitation, professionnelle et décennale ;
6. RIB ;
7. La liste des salariés étrangers ;
8. Un certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intertemporel (CIBTP) ;
9. Les certifications professionnels (Qualibat, Qualifelec, Amiante...).

A défaut de production de ces documents dans le délai fixé, le marché ne pourra être attribué au candidat retenu. L'acheteur présentera la même demande au candidat classé en second et ainsi de suite le cas échéant en suivant l'ordre de la liste.

En cas de sous-traitance, le candidat produit les mêmes documents concernant les sous-traitants ainsi que le contrat de sous-traitance ou un engagement écrit du ou des sous-traitants.

Article 12.4.2 Pièces relatives à l'offre

L'offre de chaque candidat se compose pour chaque lot auquel il candidate des pièces suivantes :

- a) L'acte d'engagement du lot auquel il candidate**, dûment complété et signé ;
- b) Le bordereau des prix unitaires (BPU) du lot auquel il candidate**, dûment complété, non modifié et signé ;
- c) Le cadre de réponse technique (CRT) du lot auquel il candidate ;**

d) Le cas échéant, les demandes de sous-traitance établies sur l'acte spécial de sous-traitance (DC4) ou les informations prévues à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique.

Attention : le candidat transmet autant de cadre de réponse technique (CRT) que de lot auquel il candidate. En effet, un cadre de réponse technique ne peut pas regrouper plusieurs lots.

Article 13 - Modalités et critères de sélection

Article 13.1 Sélection des candidatures

L'acheteur vérifie la conformité des dossiers à l'article 12.4.1 du présent règlement.

Seule la candidature des candidats pressentis pour être attributaire feront l'objet d'un examen.

S'il constate que des pièces demandées sont absentes ou incomplètes, l'acheteur peut décider d'inviter le candidat concerné à produire ou à compléter ces pièces dans un délai qui ne saurait être supérieur à dix (10) jours.

En l'absence de transmission des compléments, la candidature sera rejetée.

Article 13.2 Sélection des offres

La sélection sera effectuée dans les conditions prévues à l'article R. 2152-7 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'Inserm attribuera le marché au candidat ayant remis l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard des critères pondérés énumérés ci-après par ordre d'importance :

| Critères | Sous-critères | Sous-Pondération |
|--|--|------------------|
| Valeur technique 50% | Moyens humains et techniques permettant d'assurer l'exécution de l'accord-cadre | 55% |
| | Méthodologie mise en place pour l'exécution de l'accord-cadre | 45% |
| Prix au regard du montant total du DQE¹ 40% | <i>Le critère prix repose sur le Bordereau des prix Unitaires (BPU) qui sera analysé sur la base d'un Détail Quantitatif Estimatif (DQE) non communiqué.</i> | |
| Politique RSE en lien avec le marché 10% | Démarche environnementale | 50% |
| | Démarche sociétale | 50% |

¹ Le DQE n'est pas communiqué aux candidats

La méthode de notation est la suivante :

- 5 points : Très satisfaisant
- 4 points : Satisfaisant
- 3 points : Moyennement satisfaisant
- 2 points : Peu satisfaisant
- 1 point : Insatisfaisant

Article 14 - Négociation

L’Inserm peut négocier avec les deux meilleurs candidats à l’issue de la première analyse des offres, sous réserve d’un nombre suffisant de candidatures.

Les candidats seront invités à négocier soit sous forme d’échange de courriers (mail) soit directement avec la personne publique au cours d’une audition individuelle dans les locaux de l’Inserm à Paris.

La négociation pourra porter sur l’ensemble des conditions du marché sans pour autant modifier ses caractéristiques principales.

A l’issue de la négociation, les candidats disposeront d’un délai identique pour la remise d’une nouvelle proposition tenant compte des échanges.

Toutefois, l’Inserm se réserve la possibilité d’attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Article 15 - Délais procéduraux et contentieux

Article 15.1 Rejet des offres et notification

A la suite de la sélection des offres, l’Inserm notifie l’attribution de l’offre retenue et le rejet des offres non retenues ainsi que les motifs de ce rejet via la plateforme PLACE. L’Inserm notifie ensuite le marché.

La notification du marché consiste en la transmission au titulaire par la voie dématérialisée via le profil d’acheteur de l’Inserm d’une copie du marché signé par la personne habilitée de l’Inserm. Un marché non notifié ne peut commencer à s’exécuter.

Article 15.2 Délais et voies de recours

En cas de manquement par l’Inserm aux obligations de publicité et de mise en concurrence auxquelles est soumise la passation du marché, les personnes susceptibles d’être lésées par ce manquement et ayant intérêt à conclure ce contrat, peuvent exercer les recours suivants :

- Un référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (CJA), pouvant être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu’à la signature du marché,

- Un référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA, pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA,
- Un recours de pleine juridiction contestant la validité du marché dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées au sens de la décision Département de Tarn-et-Garonne (CE, Ass., 4 avril 2014, no358994). Ce recours en contestation de validité peut être assorti d'une demande tendant, sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, à la suspension de l'exécution du contrat.

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal Administratif de Paris.